



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

D.R.I.E.E. Hauts-de-Seine
N°

2 DEC. 2015

Unité Territoriale
des Hauts-de-Seine

Arrêté préfectoral DRE n°2015-263 du 23 novembre 2015 mettant en demeure la société ND G3 de respecter l'article 28 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 concernant les cellules 8 et 9 localisées dans les entrepôts situés au 28, route du Bassin n°6 à Gennevilliers.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu le code de l'environnement partie législative et notamment ses articles L171-6, L171-8, L172-1 et L511-1,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

Vu le décret du 25 septembre 2015 portant nomination de Monsieur Thierry BONNIER, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté MCI n°2015-44 du 15 octobre 2015 portant délégation de signature à Monsieur Thierry BONNIER, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 relatif aux stockages en récipients mobiles de liquides inflammables au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE et présente dans un entrepôt couvert soumis au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 de cette même nomenclature.

Vu l'arrêté préfectoral en date du 26 septembre 2012 réglementant les entrepôts de la société MGF LOGISTIQUE SOA-GENNEVILLIERS (anciennement MAGASINS GENERAUX DE France) situés au 28, route du bassin n°6 à Gennevilliers,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 mars 2013 prescrivant à la société MGF LOGISTIQUE SOA-GENNEVILLIERS de nouvelles conditions d'exploitation concernant les modalités de stockage des cellules 6 et 6 bis localisées dans les entrepôts situés au 28, route du bassin n°6 à Gennevilliers,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 2 juillet 2014 prescrivant à la société MGF LOGISTIQUE SOA-GENNEVILLIERS de nouvelles conditions d'exploitation concernant les modalités de stockage des cellules 7, 10 et 11 localisées dans les entrepôts situés au 28, route du bassin n°6 à Gennevilliers,

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie - 92013 Nanterre Cedex

COURRIEL : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

STANDARD : 01.40.97.20.00 / TELECOPIE : 01.47.25.21.21 / INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr>

Vu le récépissé de déclaration de changement d'exploitant délivré le 16 janvier 2015 à la société ND G3 qui a repris l'exploitation des entrepôts de la Société MGF Logistique SOA à compter du 1^{er} juillet 2014 ;

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France en date du 10 mars 2014 qui a constaté, au cours d'une visite d'inspection réalisée le 6 mars 2014, l'existence d'une non-conformité concernant l'impossibilité de démontrer l'efficacité du système d'extinction automatique d'incendie dans les cellules 8 et 9,

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France en date du 12 août 2015 qui a constaté, que l'exploitant n'a pas démontré l'efficacité du système d'extinction automatique des cellules 8 et 9 et proposé de mettre en demeure la société ND G3 d'y remédier,

Vu les éléments apportés par l'exploitant dans ses courriers du 20 août 2014 et 20 mars 2015 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 août 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, et invitant l'exploitant à présenter s'il le souhaite des observations dans un délai de 15 jours,

Vu les observations présentées par la société ND G3, par courrier du 1^{er} octobre 2015 reçu le 6 octobre 2015,

Considérant l'absence de réponse de l'exploitant au courrier préfectoral du 18 mai 2015 ;

Considérant que l'exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement existante doit démontrer l'efficacité de son système d'extinction automatique d'incendie selon les dispositions du premier alinéa de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012.

Considérant que le système d'extinction automatique d'incendie doit répondre aux exigences fixées dans le chapitre 7 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009), ou présenter une efficacité équivalente et qu'à défaut l'exploitant doit mettre en place dans chaque cellule de liquides inflammables un tel système, au plus tard le 1^{er} juillet 2014.

Considérant que, selon les éléments techniques transmis par l'exploitant, le système d'extinction automatique incendie des cellules 8 et 9 ne répond pas aux exigences fixées dans le chapitre 7 de la norme NF EN 13565-2 (version de juillet 2009) et qu'aucune solution technique d'efficacité équivalente n'est proposée,

Considérant l'absence d'actions correctives engagées par l'exploitant,

Considérant que le non respect de ces dispositions est imputable à la société ND G3 et qu'il y a lieu au regard des intérêts protégés par l'article L. 511.1 du code de l'environnement de prendre à l'encontre de cet exploitant un arrêté de mise en demeure afin de pouvoir disposer de moyens efficaces de protection et de lutte notamment contre le risque d'incendie.

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société ND G3 représentée par Monsieur BOULANGER, en qualité de directeur, dont le siège social est situé 55, avenue Bréguet à TOULOUSE, est mise en demeure, dans un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté et pour l'exploitation des cellules 8 et 9 dans les entrepôts situés au 28, route du bassin n°6 à Gennevilliers, de respecter les conditions d'exploitation qui lui sont imposées, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Au regard de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 relatif aux stockages en récipients mobiles de liquides inflammables au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la nomenclature des ICPE et présente dans un entrepôt couvert soumis au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 de cette même nomenclature, il devra être démontré l'efficacité du système d'extinction automatique d'incendie dans les cellules 8 et 9.

ARTICLE 2 :

A défaut de respecter cette mise en demeure, il pourra être fait application des autres mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement, le demandeur a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.

- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Energie, de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement 20, avenue de Ségur 75302 PARIS 07 SP.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

ARTICLE 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de GENNEVILLIERS et pourra y être consultée.

Une ampliation dudit arrêté sera affichée :

- d'une part, de façon visible et permanente dans l'établissement présentement réglementé, par le responsable de la société ND G3,
- d'autre part, à la Mairie de Gennevilliers au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hauts de Seine.

ARTICLE 5 :

Monsieur le Secrétaire Général,
Monsieur le Maire de Gennevilliers,
Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général
Préfecture des Hauts-de-Seine

Thierry BONNIER